EUROPE 2020: INNOVATION, NOUVELLES TECHNOLOGIES ET FORMATION
Madrid, 13 et 14 Octobre 2011

CONCLUSIONS TABLE RONDE 1 *«Union pour l'innovation»*

***Ángel Díaz Plasencia*, Membre du Conseil Economique et Social d'Espagne**

«La Stratégie 2020: innovation et nouvelles technologies»

La première table ronde a permis de dégager les grands axes d'action pour les thématiques suivantes: la vision stratégique de la Commission européenne (Michel Catinat), les connaissances pragmatiques dégagées à partir d'un campus d'excellence scientifique – Iberus – (Manuel José López Pérez) et les positions des 3 Conseils économiques et sociaux nationaux qui ont étudié la question : celui de la France (Alain Delmas), celui des Pays-Bas (Ton van der Wijst) et celui de l'Irlande (Ton van der Wijst), renforcées par l'apport de l'expérience du Comité économique et social européen (Joost van Iersel).

Parmi les positions communes dégagées lors des communications et des débats, nous pouvons citer :

- L'innovation est un facteur transversal dans la Stratégie européenne pour 2020, elle doit être le vecteur stratégique pour la création d'emploi (Catinat).
- Il est nécessaire de renforcer l'articulation entre innovation et système de production afin d'assurer une meilleure compétitivité, présente et à venir, au sein de l'Union européenne (Catinat).
- Les politiques d'innovation doivent être abordées au sens large ; elles doivent intégrer « l'innovation sociale » et les aspects environnementaux, particulièrement dans le contexte de crise actuel qui appelle des arbitrages et des élections (Delmas).
- Des améliorations concrètes doivent être apportées: l'approbation d'un brevet de l'Union européenne, des mesures spécifiques pour les PME, la suppression d'obstacles bureaucratiques, une plus grande coordination dans la gestion des Fonds européens. Elles sont indispensables à la création d'un véritable Espace de recherche européen (Van Iersel).

Ces positions ont été illustrées par des expériences pratiques :

- Les initiatives comme les Campus internationaux d'excellence scientifique sont un cas d'école dans le cadre de celle de "l'Union de l'innovation", qui optimise en outre la coopération transfrontalière et la dynamisation de l'environnement socio-économique (López Pérez). Preuve est faite que, par temps de crise, « la résilience » est possible.
- Un excellent exemple est donné par l'expérience des Pays-Bas avec la Plateforme pour l'innovation et l'Agenda pour l'investissement dans la connaissance, qui mise sur le triptyque industrie, éducation et recherche avec une forte implication des acteurs concernés. Mais comme l'a déclaré le conférencier (Van der Wijst), l'ascension est difficile et la chute est facile.
- En Irlande (Cathal O'Regan), la crise économique a relégué au second plan l'intérêt, ou les possibilités d'action réelle, en matière de politique d'innovation. La leçon néanmoins tirée est que l'innovation n'est pas simplement technologique, c'est un domaine beaucoup plus complexe (qui touche aux finances, au marketing et aux conditions de travail) qui requiert de solides connexions au niveau des institutions où les CES peuvent jouer un rôle déterminant de par leur composition et leurs techniques de travail.

En conclusión:

"L'Europe doit continuer à cultiver son goût pour l'imagination et le débat" (Delmas).
"Il faut insister sur la valeur ajoutée potentielle du dialogue social en ce moment " (O'Regan)
"L'adversité stimule l'imagination" (O'Regan)

Séminaire
EUROPE 2020: INNOVATION, NOUVELLES TECHNOLOGIES ET FORMATION
Madrid, 13 et 14 Octobre 2011

CONCLUSIONS TABLE RONDE 2 *"Société Numérique, un agenda numériquel pour l'Europe"*

Julián Ariza, Membre du Conseil économique et social d'Espagne

On ne peut pas dire que le débat mené par le panel « Société numérique, un agenda numérique pour l'Europe » ait débouché sur des conclusions communes aux différents participants, sur la base de leurs expériences nationales. Néanmoins, afin d'optimiser le potentiel économique et social des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour une plus grande productivité et compétitivité des entreprises et un meilleur niveau de vie des citoyens, l'objectif ambitieux de la Commission européenne de mettre en place un Agenda se heurte à des obstacles majeurs comme la fragmentation des marchés numériques, le manque d'interopérabilité, l'insuffisance des efforts en matière d'investissement en R&D, etc. Autant de difficultés ardues qu'il ne sera pas facile de surmonter en temps de crises économique et financière de longue durée, et dont les solutions sont hautement incertaines à plus ou moins long terme. Par ailleurs, on se heurte, sur le plan politique et en termes de crédibilité, à la difficulté rencontrée par certaines grandes institutions de l'UE d'agir de façon cohérente à leurs décisions.

Miser sur le principe de subsidiarité, car c'est de cela qu'il s'agit, confier la gestion de l'Agenda aux Etats, ne nous invite pas à croire en la création d'un marché unique des télécommunications.

Le débat nous a également permis de relever des expériences positives par exemple, celles exposées par le représentant du CES du Luxembourg, pays qui a misé sur le développement des technologies numériques, et qui, en cinq ans, a enregistré un véritable bond dans le ranking européen des TIC. L'appui du Gouvernement luxembourgeois a été décisif tant en ce qui concerne le développement des réseaux ouverts et de la connectivité que pour attirer les entreprises multinationales du secteur et trouver le bon équilibre entre initiatives publique et privée.

Plusieurs intervenants sont unanimes pour reconnaître que tous les pays de l'UE ont enregistré de réels progrès dans ce domaine, à plus ou moins grande échelle.

L'importance des technologies dans la reprise économique a été soulignée ; des décisions fermes et des efforts en termes d'investissement sont attendus. Les décisions politiques à court terme doivent se doubler d'une vision à long terme.

Il a également été fait mention que, pour définir une stratégie comme celle de l'Europe 2020, il serait judicieux de prendre en compte quelques erreurs du passé et la situation de crise économique propre à chaque Etat membre.

Enfin, et pour introduire une note d'espoir, il nous faut retenir l'une des idées proposées : l'initiative de s'acheminer vers une plus grande unité européenne ayant été prise au lendemain de la Seconde guerre mondiale, la plus grande crise qui a secoué notre continent, il serait donc légitime de penser que, toutes proportions gardées, la crise actuelle devrait nous donner l'occasion d'élargir nos acquis en matière d'unité européenne.

Séminaire
EUROPE 2020: INNOVATION, NOUVELLES TECHNOLOGIES ET FORMATION
Madrid, 13 et 14 Octobre 2011

CONCLUSIONS TABLE RONDE 3 *«Bonnes pratiques en Formation»*
Javier Ferrer Dufol, Membre du Conseil économique et social d'Espagne.

La séance a débuté par la très belle communication de *Gérard Mayen*, spécialiste en développement du capital humain, Fondation européenne pour la Formation (Turin), sur le thème du fonctionnement - réel ou possible - des systèmes de formation professionnelle. Véritables établissements en ressources humaines, ils doivent être attractifs pour la société, pour les étudiants et pour tous les citoyens. Une formation de qualité doit être basée sur la confiance réciproque entre formateurs et apprenants ; elle doit être en prise avec la réalité de la société et des entreprises. Elle doit aussi prendre en compte la participation des partenaires sociaux et la spécificité de chaque pays.

Quant aux expériences européennes, Salvatore Bosco, Vice-président du Conseil national de l'économie et du travail (CNEL) d'Italie, a donné de très bons exemples pratiques en matière de formation via internet dans le domaine des services postaux ou dans celui de la sécurité sociale. En Italie, l'innovation et le capital humain sont deux thèmes prioritaires du Programme national des réformes ; la formation doit être considérée comme un investissement pour la croissance qui appelle à la fois une large participation sociale et une stabilité dans le temps.

Apostolos Xirafis, secrétaire général intérimaire du Conseil économique et social (OKE) de Grèce, a insisté sur la dévalorisation dont souffre la formation professionnelle. Le OKE souhaite contribuer à remédier à la situation difficile dans laquelle se trouve son pays en proposant une nouvelle orientation de la structure de production grâce à une participation réelle des agents sociaux, notamment en matière de formation professionnelle, et par la relance du contrat social pour un développement durable.

Xavier Verboven, membre du Comité économique et social européen a mis en exergue l'importance accordée par le CESE à l'initiative-phare « Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux » en misant sur la flexisécurité et la création d'emplois, sur le lien étroit entre formation et emploi, sur une meilleure qualité de travail et sur l'utilisation des Fonds européens.

Jasmina Mircheva, conseillère du Conseil économique et social de Bulgarie, a souligné certains changements intervenus dans le domaine de l'éducation nationale en Bulgarie, jugés indispensables pour relever les défis à venir.

En résumé, il est nécessaire d'entreprendre des réformes pour adapter la formation aux besoins de l'entreprise et de la société. Le thème inhérent et d'importance reste celui du financement des politiques et des actions à mener dans ce cadre. Dans tous les cas, il faut garantir la participation des partenaires sociaux dans le domaine de la formation du fait de la relation étroite entre formation et entreprise.